

droits et pouvoirs des enfants et des adolescents

lettre du Comité Directeur
de l'Institut Coopératif de l'Ecole Moderne (Pédagogie Freinet)

à Monsieur le Président de la République Française
(en date du 14 mars 1982)

objet: Droits et pouvoirs des enfants et des adolescents

Monsieur le Président de la République,

M.Chéramy, Chargé de Mission auprès de la Présidence de la République, a eu l'obligeance de nous accorder ce jour une audience dont l'objet était de l'entretenir de l'état de notre réflexion et de nos propositions sur la place des jeunes dans la société française.

Plus précisément, nous avons désiré mettre l'accent sur la nécessaire reconnaissance des droits et pouvoirs des jeunes, étant entendu que par "jeunes", nous désignons l'ensemble des enfants et des adolescents et non seulement la tranche d'âge concernée à brève échéance par la majorité légale ou l'entrée dans le monde du travail.

Dès l'origine, sous l'impulsion de Célestin Freinet, notre mouvement a délibérément identifié son combat pour le droit de l'enfant au respect, à la dignité et à la responsabilité, avec le combat pour le socialisme. Et nous pensons que, jamais plus qu'en 1982, les circonstances historiques n'ont été aussi propices à ce que s'opère enfin une prise en compte effective de la jeunesse de ce pays.

Parallèlement, il nous apparaît, après les vingt dernières années écoulées, que les conditions d'existence, les besoins vitaux, les droits éducatifs et sociaux des enfants et des adolescents sont caractérisés par une précarité et des injustices accrues, en dépit de trompeuses apparences.

Au plan psycho-affectif, l'enfance contemporaine est fréquemment l'objet d'un surinvestissement qui débouche sur le mythe de l'enfant-roi: une enfance à qui tout serait donné, née sous le signe de l'abondance et de la facilité. Nous savons pourtant que l'uniformité n'est pas la règle en la matière, et que les circonstances sociales et familiales modèlent des vécus fort dissemblables.

La misère, les mauvais traitements, les déchirements, les désordres de la vie quotidienne sont autant la réalité de l'enfance d'aujourd'hui que l'illusoire bien-être articulé sur les valeurs de la société de consommation.

Nous constatons que l'imagerie de l'enfance comblée et adulée est largement contrebalancée dans l'opinion par une perception négative qui affleure quotidiennement dans la presse et dans les comportements de rejet et d'agressivité présents chez nombre de nos concitoyens: l'assimilation fréquente de la jeunesse et de la délinquance en porte témoignage.

Au plan social, le paradoxe vécu par la jeunesse n'est pas moins flagrant. Peu nombreux sont encore ceux qui s'accordent à penser que l'enfance est maintenue dans un statut juridique désuet, parce qu'en ce domaine les apparences semblent une fois encore témoigner du contraire: l'entreprise de protection de l'enfance relève certes, à bien des égards, de préoccupations généreuses, mais elle a été traduite dans un dispositif juridique qui fait de la minorité une période d'assistance et de dépendance intégrales.

..../....

Les conditions d'existence matérielles de la jeunesse connaissent une évolution fort préoccupante en cette fin de vingtième siècle et, là encore, nous sommes souvent abusés par des marques de progrès qu'on omet de soumettre à une analyse critique en se plaçant du point de vue des jeunes -ou mieux, en leur donnant la parole: il y va de l'inhumanité des grands ensembles, comme des horaires, des rythmes et des formes de travail, comme de pratiques telles que le ramassage scolaire entrepris au mépris de l'équilibre et de la dignité des enfants.

La scolarisation elle-même n'est pas sans traduire une conception mutilante de l'enfance. Alors que l'école affirme sa vocation à préparer la jeunesse à la vie, tout indique au contraire qu'il s'agit d'abord d'éloigner les jeunes des réalités de la vie quotidienne, sociale et économique, de recevoir un enseignement coupé de l'expérience vécue de chacun, de différer ses projets, sa citoyenneté et une légitime aspiration à participer à la vie collective.

D'une manière générale, les jeunes sont tenus à l'écart des réalités sociales, les adultes témoignant rarement à leur égard d'une considération qui leur permettrait d'accéder à un rôle de partenaires sociaux: l'exemple de la presse, des médias, est saisissant à cet égard. Les jeunes disposent certes de publications produites à leur intention, mais ils ne sont pas associés à leur production. Encore moins leur permet-on d'être présents au sein des publications traditionnellement tournées vers les adultes. Le droit à l'expression des jeunes est ignoré, nié au même titre que d'autres formes d'existence individuelle et collective: droit d'association, de réunion, etc...

En définitive, ce qui contribue à définir notre jeunesse aux yeux de l'opinion, c'est plus l'accumulation de problèmes et d'avatars (enfants à garder, à se partager, à modeler, échecs scolaires, délinquance, contestation,...) que des références positives que rien ne contribue à forger dans le contexte actuel.

Parce que nous pensons qu'il n'est ni juste, ni raisonnable d'enfermer l'enfance dans cette image négative, parce que nous pensons qu'il convient de dégager pour elle et avec elle des perspectives d'avenir plutôt qu'en faire une mythique source de problèmes et la mauvaise conscience du monde des adultes, nous voulons insister sur l'urgence qu'il y a à redéfinir, dans notre société, la place de l'enfance et de l'adolescence.

Nous ne nous méprenons pas sur le sens de notre démarche: il n'y a en elle ni utopie, ni idéalisme, ni démagogie, ni usurpation.

Nous ne prétendons pas parler à la place des jeunes. Si nous parlons pour eux, si nous parlons d'eux, c'est que nous mesurons clairement, de par le compagnonnage que nous entretenons avec eux depuis plus de cinquante ans, combien ces réalités que nous décrivons sont les leurs, parce qu'ils les verbalisent, les analysent, les bousculent aussi, entre eux et avec nous. Mais c'est aux jeunes, d'abord, d'exprimer leurs attentes et leurs choix.

Nous attendons qu'on leur donne les moyens de cette expression.

Nous n'agitons pas de fantômes épouvantails. Nous savons, parce que nous les pratiquons quotidiennement à l'échelle de milliers de classes, que ces perspectives que nous ouvrons sur les droits de l'enfance et de l'adolescence sont une réalité palpable, encore timidement exprimée, mais susceptible de prendre une ampleur étonnante pour peu qu'on en favorise le développement.

Nous sommes persuadés, enfin, que cette option est résolument politique, et qu'elle est une des clés majeures du socialisme en train de se construire.

Mouvement d'Education Nouvelle, Mouvement d'Education Populaire, notre champ d'action privilégié a toujours été l'école: c'est sur ce terrain que nous avons puisé l'essentiel de nos convictions, c'est de ce terrain que nous pouvons d'avord témoigner.

En quelques mots, voici résumés, Monsieur le Président de la République, les axes illustrés de l'action et de la philosophie éducative qui nous incitent et nous autorisent à revendiquer la reconnaissance des Droits de l'enfance.

Notre Mouvement s'est, dès l'origine, solidarisé autour de deux idées maîtresses:

• permettre aux enfants, aux jeunes, dans le lieu institutionnel -l'école- que la société leur destine, la conquête de leur droit à la parole, à l'expression, à l'

.../...

appropriation de tous les savoirs, à la mise en oeuvre et à l'organisation coopérative de leurs projets et de leurs apprentissages;

.transformer le rapport que l'école -et donc chaque élève- entretient avec son environnement social: non pas s'isoler, se confiner dans un univers factice, aseptisé et infantilisant, mais multiplier les occasions d'échange, de communication, de découverte des réalités quotidiennes d'ici et d'ailleurs.

De là sont nées les nombreuses techniques aujourd'hui très répandues mais aussi très banalisées, pour ne pas dire amputées pour partie de leur charge novatrice et révolutionnaire. La correspondance scolaire, entre enfants et avec les adultes, c'était et c'est encore un moyen privilégié de tisser des liens et des réseaux d'information. Le journal imprimé par les enfants -aujourd'hui, la pratique et la maîtrise de l'audiovisuel- c'était et c'est encore le témoignage de leur expression, de leur sensibilité, de leurs découvertes, de leur exigence à vivre parmi les adultes.

La découverte de son milieu de vie, du monde du travail, l'enquête donc, mais aussi désormais la multiplication de petits stages qui favorisent une approche sensible et concrète des réalités sociales et économiques, voilà autant d'activités qui tentent de renouer avec une connaissance de réalités dont l'enfance n'aurait jamais dû être exclue.

D'une manière générale, les activités d'expression et de production sont le vivant témoignage de l'aspiration et de la capacité des enfants et des adolescents à vivre à part entière, aux côtés des adultes, sans avoir à différer et à étouffer un potentiel que la société néglige ou méprise. Ce potentiel s'exprime aussi dans leur aptitude à prévoir, à organiser, à entreprendre, à contrôler leurs activités et aussi à gérer leur vie de groupe: c'est dans l'exercice de cette vie coopérative quotidienne que s'élaborent des comportements qui feront d'authentiques citoyens et non pas des êtres crispés et mineurs, effrayés de devoir prendre initiatives et responsabilités.

Désormais, c'est au sein d'équipes pédagogiques de plus en plus nombreuses que nous souhaitons oeuvrer. L'unité pédagogique ne peut plus être seulement le groupe de base, la classe, mais l'école toute entière appelée à vivre une communication permanente avec le milieu environnant.

Désormais, l'école ne peut plus être le seul lieu d'expression de découverte et d'échange. C'est un mouvement permanent d'intervention réciproque entre la cité, le monde du travail, les parents, les enseignants et les enfants qui peut se mettre en oeuvre. Et nous n'avons pas manqué d'y procéder, avec plus ou moins d'intensité, plus ou moins d'enthousiasme au cours des années difficiles qui viennent de s'écouler.

Nos revues, nos éditions, nos manifestations diverses en sont l'expression permanente.

Ainsi, au mois de mai prochain, des centaines, voire des milliers d'adolescents, à l'initiative de lycéens de l'enseignement technique, participeront à Paris à un festival théâtral, poétique et artistique dont ils sont, avec quelques-uns de nos camarades, les promoteurs et les organisateurs. Une démonstration, assurément, pour tous ceux qui découvriront alors les créations de ces jeunes d'ordinaire perçus comme mutilés de ce point de vue. En septembre 1981, nous avons lancé une nouvelle revue -"Créations"- la seule qui témoigne actuellement des différentes formes d'expression des enfants, adolescents et adultes réunis.

Nous nous apprêtons à lancer prochainement deux nouvelles revues nationales destinées aux adolescents, aux contenus élaborés par des adolescents.

En 1983, notre congrès se tiendra à Paris et aura pour thème: "Les droits et les pouvoirs des enfants et des adolescents".

La participation et la reconnaissance sociale des jeunes ne peut se résumer à de telles manifestations mais si celles-ci existent, c'est suite à une multitude d'expériences singulières qui, depuis des années, toutes ensemble, démontrent la vigueur et la pertinence des pratiques d'expression, de création et de gestion coopérative conduites par ces adolescents.

Or, actuellement, ce ne sont que des îlots éducatifs, dans ou hors de l'école, qui favorisent ces pratiques et c'est encore trop rarement que des jeunes sont encouragés, en autonomie, à prendre des initiatives allant dans ce sens, et qui restent méconnues.

En effet, en dehors, par exemple, des chantiers de jeunes -organisés en période de vacances- peu d'initiatives sont officiellement encouragées et avlorisées qui placent les jeunes générations dans une position de partenaire social reconnu et respecté.

Il n'est pas douteux que le mode de fonctionnement de l'école, par les modèles relationnels et culturels qu'il offre (modèles centrés sur des formes d'activités faites d'imitation, de soumission, d'indifférence à la vie quotidienne), n'ait insidieusement contribué à renforcer ce processus de mise à l'écart et de dévalorisation des jeunes. Nous le savons bien, nous qui nous heurtons à chaque instant aux pesanteurs et aux blocages du système. L'école n'est pas seule responsable, mais elle entretient une perception à laquelle nos concitoyens adhèrent dès lors qu'on ne les bouscule pas dans leurs conditionnements: les enfants ne sont pratiquement jamais perçus comme des interlocuteurs à part entière, c'est un fait que l'expérience quotidienne démontre sans que pour autant on s'en offusque ni même s'étonne.

Ce sont ces limites et ces contradictions de tout le système éducatif (entendu au sens large: l'éducation est le fait de tout le corps social) que nous souhaitons voir remises en cause pour faciliter cette reconnaissance indispensable d'un nouveau statut, d'un droit nouveau à l'expression et à l'existence sociale pour l'enfance toute entière.

Dans cette perspective, un travail de recensement, d'information, de liaison, de prospective institutionnelle est à mener, ce qu'une mission dotée de moyens habituels pourrait mettre en chantier.

En s'appuyant sur des réseaux éducatifs, culturels et sociaux existants (la Fédération Nationale des Maisons de Jeunes et de la Culture, les Mouvements d'Education Populaire, les Municipalités, les Etablissements scolaires...) il nous semble possible de conduire une enquête dont l'objectif serait d'une part, d'obtenir de l'information sur des pratiques existantes, et d'autre part d'associer ces secteurs actifs à l'entreprise. Les médias, actuellement fermés aux enfants et adolescents en tant que créateurs, producteurs, devraient progressivement accorder une plus grande place aux jeunes. Nous pensons bien sûr à la radio, à la télévision, mais aussi à la presse écrite qui est exclusivement tournée vers les adultes et produite par eux. De plus, ces grands moyens d'information sont des amplificateurs pour une sensibilisation de l'opinion dans le cadre d'une telle campagne.

Des liaisons sont à établir entre les jeunes qui vivent des expériences à populariser, entre jeunes et adultes: des structures existent qui peuvent faciliter ces contacts, les démultiplier, apporter leur aide matérielle (M.J.C., Mouvements d'Education Populaire,...) Parallèlement, sans doute pourra-t-on envisager une politique d'Assises locales, régionales, nationales de la jeunesse: à l'évidence, enfants et adolescents ont une réflexion à mener, des propositions à faire sur tout ce qui concerne leur vie propre.

D'un point de vue institutionnel enfin, une prospection est à conduire, des perspectives sont à dégager avec, à terme, des choix législatifs: une place nouvelle pour les jeunes dans le corps social ne peut manquer d'entraîner des modifications substantielles aux plans juridiques et réglementaires.

Pour conclure et nous résumer, nous voudrions souligner l'importance politique de nos propositions.

Au cours des cent cinquante dernières années, l'enfance s'est vue progressivement enfermer dans un ghetto.

L'éloignement du monde du travail, la complexification de la vie sociale et économique, l'évolution des relations affectives et sociales, la prolongation de la scolarité obligatoire se sont révélés des facteurs, parmi d'autres, d'isolement et d'inadaptation pour toute une partie du corps social, l'enfance.

Paradoxalement, la diffusion massive de l'information, l'évolution des mœurs, l'éclatement des valeurs et de la relation d'autorité contribuent à donner l'image d'une jeunesse plus mûre et plus autonome qu'autrefois.

Pourtant, l'organisation sociale ne prend pas en compte ces données nouvelles, alors que les jeunes ne se trouvent nullement associés à la définition d'un nouveau consen-

sus social: pire, ils en sont plus que jamais tenus à l'écart, et l'on connaît malheureusement la nature des réponses que de nombreux jeunes élaborent pour "solutionner" leur malaise: drogue, marginalité, délinquance,...

Le problème posé est celui de la reconnaissance pour l'enfance et l'adolescence d'un statut de partenaire respecté, autonome et responsable. En d'autres termes, notre société actuellement dominée par le pouvoir des adultes acceptera-t-elle que les jeunes exercent de nouveaux droits et que le respect de leurs besoins fondamentaux soient une préoccupation équivalentes aux attentes des adultes?

Une réponse affirmative implique une politique ambitieuse d'insertion de l'enfance dans les circuits culturels, économiques et décisionnels jusqu'ici réservés aux seuls adultes.

L'objectif est triple: permettre aux enfants et aux adolescents de vivre sur un mode plus créatif, plus autonome, plus solidaire; multiplier les initiatives qui associeront étroitement les enfants et les adultes dans la gestion de la vie quotidienne (ouverture de l'école aux réalités sociales, participation des jeunes à la gestion et à la vie culturelle de la cité, ainsi qu'au monde du travail...); développer dans tous les lieux de vie qui sont les siens et traduire dans des dispositions législatives responsabilisantes, cette nouvelle citoyenneté de l'enfant. Nous sommes persuadés que l'avenir et la pérennité d'une société plus juste, plus libre et plus solidaire sont étroitement conditionnés par de tels choix. C'est, en définitive, le sens ultime de notre démarche et de nos propositions.

Nous sommes convaincus, Monsieur le Président de la République, que vous en mesurez l'importance et l'actualité.

Veuillez agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de nos sentiments respectueux.

le Comité Directeur de l'I.C.E.M. Pédagogie Freinet.

UN ORDINATEUR dans votre classe ?

Si vous êtes intéressé par l'utilisation d'un mini-ordinateur par les enfants du cycle élémentaire vous pouvez vous faire connaître en écrivant à Francis Bothner 17, rue du 2 février 68000 Ingersheim.

IMPRIMERIE une occasion à saisir

Jean-Pierre Bertrand 2, rue de Bourtzwiller 68110 Illzach nous écrit:

"Il y a environ un an et demi j'ai acheté du matériel d'imprimerie à la C.E.L. dont je n'en ai plus besoin. Il s'agit de l'ensemble T1. Je pourrai le céder à un organisme nécessitant pour environ 2.500 francs."

C'est une très belle occasion car au prix catalogue ce matériel a une valeur de près de 4.500 francs. Il comprend une presse à rouleau (excellent outil) 21 sur 30 pour tirage d'un journal sur grand format (21x29,7) Les accessoires fournis permettent de tirer en une fois deux pages dans le format 21x15, les caractères, les blancs, la casse, un casseau, les composteurs, les porte-composteurs, les interlignes, un rouleau encreur, le tout complet (voir catalogue C.E.L.) Ecrire à J.P.Bertrand directement .